

## Études littéraires africaines

TUQUOI (Jean-Pierre), *Oubangui-Chari : le pays qui n'existait pas*. Paris : La Découverte, 2017, 290 p. – ISBN 978-2-7071-8893-9

Fabrice Schurmans



Numéro 49, 2020

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1073894ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1073894ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Association pour l'Étude des Littératures africaines (APELA)

### ISSN

0769-4563 (imprimé)

2270-0374 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer ce compte rendu

Schurmans, F. (2020). Compte rendu de [TUQUOI (Jean-Pierre), *Oubangui-Chari : le pays qui n'existait pas*. Paris : La Découverte, 2017, 290 p. – ISBN 978-2-7071-8893-9]. *Études littéraires africaines*, (49), 277–281.  
<https://doi.org/10.7202/1073894ar>

aurait nommées Foucault : Hussein Ben Mohamed, Mohamed Ben Ali, Ismail Mohammed El Fitri, Mohamed Ben Salemi, Ali Ben Sala, Ali Ben Hussein, Mohamed El Sium, Tahia Ben Tahia, Abdul Ben Abdalla, Ali Ben Gassin, Mustafa Ben Glabi, Mohamed Ben Haggi, Toar Ben Agg et Halifa Ben Ali. Il s'agit de ne plus voir ces « quatorze suppliciés seulement en victimes de la colonisation, mais [de] les identifier comme des résistants à la conquête de la Tripolitaine » (p. 13). C'est bien à cette bascule du regard que nous sommes conviés, de l'analyse philologique au « bel orchestre » (selon le mot de Deluermoz, p. 462) des regards d'artistes.

Tandis que certaines publications exploitent la mise en scène de la violence exercée sur les corps colonisés à des fins commerciales (tel le récent *Sexe, race et colonies*, 2018), cet ouvrage est au contraire un modèle de rigueur et de présentation des sources, qui redonne une dignité à ces résistants exposés à l'oppression coloniale, tout en prouvant que l'édition philologique peut dialoguer intelligemment avec la création contemporaine.

■ Elara BERTHO

TUQUOI (JEAN-PIERRE), *OUBANGUI-CHARI : LE PAYS QUI N'EXISTAIT PAS*. PARIS : LA DÉCOUVERTE, 2017, 290 P. – ISBN 978-2-7071-8893-9.

On ne peut qu'être d'accord avec Jean-Pierre Tuquoi lorsqu'il affirme, en ouverture de cet ouvrage, que « l'Histoire n'a pas été bienveillante pour l'Oubangui-Chari. Elle en a fait le paradis des aventuriers et des prédateurs sans laisser leur chance à ceux qui incarnaient l'espoir d'un avenir meilleur ». À la fin des années 1920, Londres souligne déjà l'incurie de l'État : « L'Afrique Équatoriale française est comme une maison dépourvue de tout, qui n'aurait que ses murs et rien à l'intérieur, ni mobilier, ni eau, ni gaz, quelques vieilles chaises cassées seulement ». Dans un style qui n'est pas sans rappeler celui de l'auteur de *Terre d'ébène*, J.-P. Tuquoi entreprend de raconter l'histoire d'« un fantôme de pays ». À l'instar de *Congo : une histoire* (Van Reybrouck, 2012), dont l'auteur revendique d'ailleurs l'influence, le présent ouvrage mêle reportages, entretiens et sources secondaires. Les « notes et sources » renvoient ainsi à une bibliographie commentée permettant de prolonger la lecture de chaque chapitre.

Il faut revenir à ce pays méconnu, qui a pourtant inspiré deux Goncourt (Maran en 1921 et Conchon en 1964), pour ce qu'il nous

dit de l'occupation européenne de l'Afrique centrale. « Dérouler l'histoire du Centrafrique, c'est également faire le point [...] sur ce que fut la colonisation des corps et des âmes en Afrique, avec ses épisodes peu glorieux et ses rares instants de grâce » (p. 18).

Dans le deuxième chapitre, l'auteur renvoie aux récits d'exploration laissés par une poignée d'aventuriers désireux de remplir le blanc des cartes. L'époque est propice aux rêveries exotiques. La Société de Géographie publie en 1851 un article du naturaliste Fr. de Castelnau décrivant, de seconde main, une tribu anthropophage dont les membres posséderaient un appendice caudal, les Nyams-Nyams. « L'affaire des hommes à queues témoigne de l'ignorance abyssale de l'Afrique intérieure » (p. 25) au début de la « course au clocher » évoquée en 1890 par Jules Ferry. Parmi les « explorateurs solitaires et indépendants, curieux de tout, des peuples qu'ils rencontrent » (p. 27), des figures étonnantes se démarquent, tel le cheik El-Tounsy qui suit pendant plusieurs années les expéditions esclavagistes au Centrafrique, organisées par des groupes originaires de l'actuel Soudan.

Impossible, bien sûr, de retracer la conquête de l'intérieur sans évoquer les relations conflictuelles avec l'État Indépendant du Congo. Le troisième chapitre se penche sur les berges du « Danube de l'Afrique » que Stanley explore au nom de Léopold II. Malgré la Conférence de Berlin, les problèmes persistent entre Paris et l'E.I.C, et ce jusqu'à la signature, en 1894, d'une convention permettant de fixer les frontières entre les possessions française et belge. « Bien entendu, une nouvelle fois, personne ne s'est embarrassé des conséquences du dépeçage pour les Noirs » (p. 43).

Jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la France occupe peu et mal les berges du Congo et de l'Oubangui. En métropole, le parti colonial « est décidé à faire participer la France à la ruée sur l'Afrique. Et, de fait, elle sera au premier rang à l'heure de la colonisation, une colonisation à l'économie » (p. 59-60). C'est bien parce qu'il ne veut pas trop dépenser que l'État accepte la présence d'autres acteurs sur le terrain. Tuquoi parle de « stratégie hybride », traçant les contours d'un partenariat public-privé avant la lettre. Au cours des années 1890, de nombreuses missions parcourent la région. L'auteur s'attarde sur celle d'Émile Gentil (1895-1897) car celui-ci réussit là où Paul Crampel avait échoué (rejoindre le Lac Tchad à partir de Bangui). À l'instar d'autres explorateurs privés, Gentil poursuit un double objectif : cartographier de nouveaux territoires et revendiquer ceux-ci au nom de la France pour contrer l'Allemagne et l'Angleterre.

Le cinquième chapitre rappelle que les expéditions organisées par les Européens font une grande consommation d'indigènes. « La colonisation n'a pas inventé le portage. [...] Mais les Européens l'ont érigé en système, sans état d'âme particulier, et développé comme jamais » (p. 71). C'est là un des crimes de la colonisation française et européenne. Certes, le chemin de fer existe, mais ni l'État ni les sociétés commerciales ne veulent investir dans ce domaine : ce n'est qu'à partir des années 1920 que voitures et camions viendront remplacer le portage.

Dans le sixième chapitre, l'auteur remonte le cours de l'Histoire afin de saisir comment le christianisme a supplanté croyances et religions indigènes dans certaines régions. Une figure se détache qui représente ce qu'a été le christianisme de la conquête : Prosper Augouard, dont le parcours fait l'objet d'une analyse développée. Son surnom vaut programme : le Brazza de la Croix. Durant quarante ans, il poursuit son travail de conversion au nom de Dieu et de la France. Dans une des milliers de lettres envoyées à sa famille, il écrira que « le prêtre et le soldat français ont toujours été faits pour s'entendre ». Si, dans ses missives, Augouard vitupère à l'encontre de l'anthropophagie et de la violence des Noirs, il n'évoque pas la violence importée, celle des compagnies concessionnaires, traitée dans le septième chapitre. J.-P. Tuquoi part d'une visite sur les lieux d'une ancienne usine de caoutchouc : un morceau de ferraille, « c'est tout ce qui subsiste avec une poignée de souvenirs brumeux qui resurgissent des mémoires » (p. 91). À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, une commission de hauts fonctionnaires découpe l'Oubangui en concessions, vendues non pas aux meilleurs candidats, mais aux mieux introduits. Certains journaux crient à la flibuste coloniale, en vain.

Quant à l'administration, dépourvue de moyens, elle doit compter sur le travail obligatoire pour la construction et l'entretien des routes. Le premier impôt exigé des Noirs en 1902 aboutit à la légalisation de la main-d'œuvre obligatoire. N'ayant pas d'argent, ils sont tenus de s'acquitter de la taxe par le biais de journées de travail au profit de l'État. Et quand les Noirs refusent la corvée, on prend femmes et enfants en otages, avec les conséquences dramatiques que l'on sait. À la suite d'une série de scandales, une commission d'enquête dirigée par Brazza est envoyée au Congo. L'ouvrage revient sur les tenants et aboutissants de ladite commission, objet d'une récente bande dessinée bien informée (*Congo 1905*, Bailly et Thil). Le fameux Rapport Brazza, classé au nom du secret d'État, n'est édité qu'en 2014 par les soins de C. Coquery-Vidrovitch. Les

travaux de la Commission n'ont eu aucune conséquence pour les indigènes.

Des voix critiques existent bien, mais qui les écoute ? Il faudra attendre *Batouala*, *Voyage au Congo* et *Terre d'èbène*, « trois livres au vitriol » (p. 113), pour que les affaires de l'A.E.F. touchent le grand public. Le réquisitoire du premier expose les crimes et turpitudes du colonisateur. En ce qui concerne André Gide, le coup sera d'autant plus rude que son capital symbolique est plus important. Vingt ans après la commission Brazza, l'écrivain découvre les mêmes forfaits. Quant à Albert Londres, il s'attaque aux conditions dans lesquelles s'effectue la construction de la ligne Pointe-Noire / Brazzaville. Pas d'avantage que Gide, il ne remet en cause la présence des Français (et des Belges) dans la région. Il déplore que Paris en fasse moins que Bruxelles et voudrait que les Français s'intéressent davantage à leurs colonies. Face aux violences, la révolte gronde dans les campagnes. En 1928, Karnu, un prophète dont on sait peu de choses, prend la tête d'une insurrection. La guerre du Kongo-Wara, ou guerre du « manche de houe », commence. Le neuvième chapitre montre qu'il a fallu trois ans à l'armée coloniale pour reprendre le contrôle de vastes régions. La figure centrale de la révolte, assassinée au départ du mouvement, devient un mythe. Barthélémy Boganda, le père de l'indépendance en Oubangui, se réclame d'ailleurs de Karnu vingt ans plus tard. J.-P. Tuquoi aborde la personnalité et le parcours de Boganda dans les dixième et onzième chapitres. Premier prêtre ordonné en Oubangui-Chari (1938), premier député autochtone à l'Assemblée nationale (1946), il défend d'abord l'entreprise coloniale, au nom de la religion chrétienne et contre les traditions locales. Une fois à Paris, il s'en prend à la colonisation et au racisme. Assez rapidement, il s'éloigne des démocrates-chrétiens pour créer son propre parti, le Mouvement pour l'Évolution Sociale de l'Afrique Noire (MESAN). Suspendu par l'Église, poursuivi par l'administration, il parvient néanmoins à se faire réélire en 1951 et en 1956. Populaire, charismatique, l'homme, panafricaniste convaincu, a une faiblesse : c'est un néophyte en politique. Rien ne l'a préparé à diriger un pays mal équipé, comptant peu de cadres. Il meurt en mars 1959 dans un accident d'avion. Pierre Kalck, son biographe, soutiendra la thèse de l'attentat.

Avec David Dacko, successeur de Boganda, le MESAN devient parti unique, auquel tous les citoyens sont tenus d'adhérer. La France est toujours présente, « depuis les coulisses, c'est elle qui tire les ficelles » (p. 170). Elle garde mille soldats dans le nouvel

État, des fonctionnaires français payés par Paris occupent des postes stratégiques et Marcel Bigeard devient conseiller technique afin d'organiser l'armée nationale. Le titre du chapitre consacré à cette période, « Le Bangui-Rock-Club », évoque le club où les Français et l'élite centrafricaine se réunissent (Romain Gary y fait allusion dans *La Promesse de l'aube*). C'est dans ce même club que, le 31 décembre 1965, Bokassa annonce aux convives qu'il a déposé Dacko et pris le pouvoir. Un règne de treize ans de pouvoir absolu débute. Les chapitres suivants racontent la longue chute d'un pays où intrigues, coups d'État et dictateurs se succèdent avec le soutien direct ou tacite de la France et de ses Présidents. J.-P. Tuquoi se détache ici de l'histoire pour se rapprocher du récit journalistique, plus propre à rendre l'actualité du Centrafrique. Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, le pays « n'est pas au bord du gouffre. Il est au fond. Que ce soit l'espérance de vie, l'indice du développement humain ou n'importe quel autre indicateur, le pays affiche des résultats pitoyables. [...] L'économie est par terre » (p. 226). Les élites qui se sont succédé au pouvoir depuis l'indépendance ont siphonné les ressources de l'État. Cependant, conclut J.-P. Tuquoi, il n'est pas question d'exonérer la France de ses responsabilités. L'attitude de l'ancienne puissance coloniale fait évidemment partie du problème.

■ Fabrice SCHURMANS

WARNER (TOBIAS), *THE TONGUE-TIED IMAGINATION: DECOLONIZING LITERARY MODERNITY IN SENEGAL*. NEW-YORK: FORDHAM UNIVERSITY PRESS, 2019, 353 P. – ISBN 978-0-8232-8463-4.

Dans cet ouvrage, Tobias Warner revient sur une question centrale dans l'étude des littératures africaines, celle de la langue d'écriture, en prenant pour cas d'étude l'invention d'une littérature moderne au Sénégal en français et en wolof. Sa démarche conjugue les analyses historique, matérialiste et formaliste, ce qui lui permet de rendre compte des multiples enjeux associés à la production et à la réception des textes qu'il étudie. L'ouvrage est divisé en trois parties qui correspondent à trois grandes périodes : avant les mouvements de décolonisation linguistique (« Colonial Literary Modernity »), pendant (« Decolonization and the Language question ») et après (« World Literature, Neoliberalism »). L'auteur montre comment le rapport à la littérature, au texte et au lectorat varie dans chacun de ces contextes, et il s'appuie sur cette archéologie d'un pan de la décolonisation linguistico-littéraire au Sénégal pour nour-